

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 16 janvier 2026

Une seule réponse au dictateur Trump : Allez-vous faire foutre !

Le totalitarisme, on y est !

J'avais une petite longueur, mais vaut mieux encore être un peu en avance, que d'être éternellement en retard ou absent.

Le totalitarisme constitue une tentative désespérée de conserver le pouvoir au crépuscule du capitalisme en putréfaction.

J'ai constaté que dans les dizaines d'articles que j'ai lus sur l'agression américaine du Venezuela, pas un seul auteur n'a cru bon de relever que c'était la survie du capitalisme qui était à l'origine de la situation. Ils recourent au procédé qu'ils ont employé envers les Palestiniens, qui seraient responsables du cruel traitement que leur infligent les sionistes et que toutes les bonnes consciences dénoncent sans toutefois remonter aux causes originelles de ce conflit afin de protéger à la fois ceux qui sont réellement aux manettes et leurs intentions de nature impérialiste ou coloniale. Ils recourent donc une fois de plus à l'inversion accusatoire en faisant l'impasse sur les sanctions infligées au Venezuela par les Américains qui sont à l'origine des difficultés économiques que rencontre la population, et non la politique de Maduro et son gouvernement pris en otage.

Ceux qui refusent d'appeler à la libération de Maduro lui reprochent sa politique en général, ils ont oublié qu'on ne décide pas des conditions de la lutte de classes, elles s'imposent à tous les acteurs politiques sans exception. Autrefois, en 1918, ils auraient soutenu les manifestations de Cronstadt et Makhno contre le gouvernement bolchevik ou destinées à renverser le nouvel Etat ouvrier.

Vous me direz que le gouvernement vénézuélien, iranien, irakien, syrien, libyen, etc. ne sont pas ou n'étaient pas des gouvernements ouvriers, certes, mais de là à soutenir une entreprise destinée à violer la souveraineté d'Etats indépendants au profit de l'impérialisme américain, je m'y refuse catégoriquement contrairement à la gauche et l'extrême gauche qui ont décidé d'y participer, on se demande bien à quel titre ou sous quel mandat. Qu'ils se sentent plus proches idéologiquement de Trump que de Maduro ou Chavez, c'est leur droit. Ce sont toutes les leçons de la lutte de classe que nous avaient léguées les marxistes qu'ils ont abandonnées ou rejetées.

Je regrette parfois dans le passé, d'avoir été injuste envers Chavez et Maduro que j'avais traités un peu brutalement, Cuba également. Je soutiens tous les régimes en Afrique, en Amérique du Sud et

en Asie qui se dressent courageusement contre l'impérialisme français, britannique et américain principalement, même s'ils se tournent vers la Chine ou la Russie ou des pays des BRICS, du moment que cela permettra de développer l'économie et l'industrie de leur pays garant du progrès social. N'êtes-vous pas en proie ici à une contradiction ? Non, un paradoxe ou un tour que nous joue l'histoire, voilà tout, il faut faire avec.

Les masses en occident continuent de soutenir des régimes impérialistes ou coloniaux, le capitalisme et ses institutions en participant encore massivement à la plupart des élections au suffrage universel.

Si ceux qui sont élus ne récoltent qu'à peine 20 ou 25% des voix des électeurs inscrits, étant donné que la totalité des partis représentent les intérêts des capitalistes et qu'ils sont interchangeables au pouvoir, peu importe leurs étiquettes, qu'ils soient de droite ou de gauche, puisque cela signifie la même chose, ensemble ils constituent une majorité, c'est cela l'essentiel, car c'est ce qui assure la stabilité des régimes en place.

En réalité, il n'existe pas d'opposition organisée en occident, aucun parti susceptible d'avoir suffisamment d'élus pour peser sur la situation politique et social ou réaliser de profondes réformes sociales, en admettant qu'il en existe, jamais il ne parviendra au pouvoir, contrairement à ce qu'on a pu observer en Afrique et en Amérique du Sud parce que les masses n'ont rien à perdre, leurs conditions sociales rappellent celles qui prévalurent lors de la révolution russe de 1917, toutefois en moins favorables sur le plan politique.

Le sous-développement économique a créé des conditions sociales extrêmement dures à supporter pour les peuples de ces continents. Ils n'ont rien à perdre, qu'ils soient ouvriers ou membres des classes moyennes, ils seront tentés de se tourner vers le parti qui parlent en leurs noms ou un acteur politique issu de l'armée, qui leur promet un avenir meilleur que celui au pouvoir depuis parfois de longues décennies.

Chavez et Maduro ne sont pas parvenus au pouvoir suite à une révolution prolétarienne, mais dans le cadre d'un processus électoral institutionnel, ce qui n'est pas du tout la même chose, car ne bénéficiant pas des marges de manœuvre qu'offre une révolution, ils n'ont pas pu, en admettant qu'ils l'auraient voulu, conduire ce qu'ils ont appelé la révolution bolivarienne aussi loin qu'il aurait fallu pour réduire la capacité de nuisance de la réaction de sorte qu'elle ne puisse pas nuire au nouveau gouvernement populaire.

Pour se maintenir au pouvoir ou pour le consolider et compenser l'absence d'une révolution prolétarienne, ils ont eu l'idée géniale de se doter d'institutions politiques qui permettraient de créer une situation de double pouvoir permanente de manière à pouvoir appliquer des réformes sociales, en s'appuyant sur la mobilisation des masses révolutionnaires.

J'avoue ne pas connaître suffisamment le Venezuela pour m'avancer davantage, je crois que les communes qu'ils ont créées ressemblent étrangement aux soviets de la Russie révolutionnaire du début du XXe siècle auxquels participaient les classes populaires et leurs représentants. Pour en savoir plus sur la situation au Venezuela, je vous conseille le blog suivant :

<https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/15/la-cooperation-cuba-venezuela-objectif-de-guerre-pour-les-etats-unis/>

Dorénavant dans leur narratif, ils ont remplacé l'enlèvement par "*la chute*" de Maduro, qui demeure Président du Venezuela.

Quant à l'Iran, pour caractériser les assassinats de manifestants et de forces de l'ordre perpétrés essentiellement par des provocateurs recrutés ou manipulés par le Mossad et la CIA, les autorités ont été obligées de répondre en recourant à la force à cette agression armée, ce qui leur vaut l'accusation de s'être livrées à "*des tueries*", cela évoque des scènes d'horreur condamnables, afin de justifier une intervention militaire américaine, comme si les Etats-Unis étaient synonyme de paix et non de crimes sans fin.

J'allais oublier de préciser que c'était Trump, qui le premier avait évoqué des « *tueries* » en Iran, terme rapporté ensuite par l'AFP, les médias le reprendront en chœur comme il se devait.

Quelques vidéos qui pourraient vous intéresser.

Richard Wolff: Le mouvement du Mexique qui a ébranlé le pouvoir des États Unis

<https://www.youtube.com/watch?v=PIEH81uZL78>

Richard Wolff: L'avertissement de Trump qui pourrait changer le destin du Mexique

<https://www.youtube.com/watch?v=WJDGn5EqTw4>

Richard Wolff révèle pourquoi la Chine gagne la guerre contre les Etats-Unis.

<https://www.youtube.com/watch?v=v6euZ0neZIo>

La compagnie à 7900 milliards de dollars dont vous n'avez jamais entendu parler

<https://www.youtube.com/watch?v=8Kia78pQrLs>

Le totalitarisme va se niché jusqu'à dans le poulailler !

Pénurie d'œufs : à quelles conditions peut-on installer un poulailler chez soi ? - franceinfo.fr

Pénurie d'œufs : pourquoi la filière est-elle en tension ?

Dans ces conditions, des particuliers sont tentés d'adopter ou d'acheter des poules. Mais avant de se lancer, il faut s'assurer que toutes les conditions soient remplies.

Dans le jardin, mais pas n'importe où...

S'il s'agit de vous fournir en œufs frais à la maison, inutile de voir les choses en grand : au-delà de 50 volailles (poules, oies, pintades...) âgées de plus de 30 jours, vous basculez en effet dans la catégorie des éleveurs professionnels. Si vous êtes dès lors autorisé à vendre les œufs de vos colocataires, ce statut de producteur s'accompagne de règles strictes et nombreuses, notamment une

déclaration auprès de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP). Sous ce palier, en revanche, il est techniquement possible d'installer un poulailler pour subvenir à vos besoins dans votre jardin ou même sur la terrasse de votre appartement. Mais attention : même pour un petit élevage dit "*familial*", il convient de vérifier que votre maire n'a pas pris d'arrêté qui restreindrait cette pratique et que celle-ci est autorisée par le règlement de votre lotissement ou de votre copropriété.

Même si vous êtes l'heureux propriétaire d'un vaste jardin, vous ne pouvez pas installer vos poules où bon vous semble. L'article 153 des règlements sanitaires départementaux, consacré aux activités d'élevage (même familial), précise qu'un poulailler de moins de 10 poules doit être installé à "*au moins 25 mètres*" du local habité le plus proche. Au-delà de 10 cocottes, la distance minimale à respecter entre le poulailler et les habitations passe à 50 mètres. Soit une distance assez courte pour vous permettre d'aller chercher vos œufs en peignoir et en Crocs, mais assez importante pour que vos voisins ne soient pas incommodés par la présence des animaux.

Enfin, si vous vivez en Ile-de-France, mieux vaut parfois renoncer à vos rêves d'œufs frais en provenance du jardin. Dans les 410 communes qui composent l'unité urbaine de Paris, l'Agence régionale de santé (ARS) recommande de ne pas consommer d'œufs issus des poulaillers domestiques. Cette consigne a été prise après qu'une étude des autorités sanitaires, publiée en novembre 2023, a révélé la présence de polluants organiques persistants dans les œufs pondus dans 25 poulaillers. Elles invitent les habitants à préférer des œufs issus de la filière commerciale, "*qui font l'objet de contrôles prévus réglementairement*."

... ni n'importe comment

Si vous envisagez de construire un poulailler en dur fixé au sol, il faudra aussi respecter le Code de l'urbanisme dès lors que la structure fait plus de 5 m² au sol et mesure plus de 1,80 m de hauteur. Comme pour un abri de jardin, un tel bâtiment tombe sous le coup de la taxe d'aménagement, un impôt local aussi surnommé "*taxe abri de jardin*" ou "*taxe poulailler*", à ne payer qu'une fois, et dont le montant est déterminé par un barème détaillé sur le site service-public. Entre 5 et 20 m², il est impératif de remplir une déclaration préalable de travaux et, au-delà de 20 m², de demander un permis de construire.

Comme les clapiers à lapins et les pigeonniers, les poulaillers, même petits et mobiles, "*doivent être maintenus constamment en bon état de propreté et d'entretien*" et "*désinfectés et désinsectisés aussi souvent qu'il est nécessaire*", peut-on enfin lire dans l'article 26 des règlements sanitaires départementaux.

Par ailleurs, à partir du moment où vos poules sont en extérieur, vous êtes tenu de remplir le formulaire Cerfa 15472*03, qui fait office de déclaration de détention d'oiseaux. Adressé aux autorités, ce document "*permet de détecter le plus rapidement possible les maladies*", telles que la grippe aviaire, "*et de s'assurer qu'elles ne circulent pas*."

Quelques titres révélateurs.

- L'opération de la CIA et du Mossad visant à déclencher une révolution colorée en Iran a échoué - 11 janvier 2026
- Les émeutes en Iran se sont terminées plus vite que prévu - 12 janvier 2026

- Voyant que la manifestation en Iran est sur le point d'être réprimée, Trump fait appel à Witkoff - 12 janvier 2026

- Iran : Manifestations à l'échelle nationale pour condamner les émeutes soutenues par l'étranger - 12 janvier 2026

Enième tentative de "révolution colorée" ou sous faux drapeau en Iran

Propagande de la réaction et matraquage hystérique des médiatique aux ordres de Washington.

Du 12 au 15 janvier 2026 dans la page d'accueil de Yahoo news principalement.

- Manifestations en Iran : en exil ou sur le terrain, comment s'organise l'opposition au régime ? - franceinfo.fr

- La morgue de Kahrizak, symbole de la répression sanglante des manifestations en Iran - franceinfo.fr

- "*Ils tiraient directement dans les yeux des gens*" : le récit glaçant d'Iraniens qui fuient les violences du régime des mollahs après les manifestations

- Les Iraniens continuent à manifester malgré la répression féroce, Trump promet que "*l'aide*" arrive
- France 24

- Alors que le bilan des morts bondit en Iran, Trump donne son appui aux manifestants - AP

- Menaçant d'intervenir, Trump pousse le peuple en Iran à faire la révolution - 20minutes.fr

- "*Ce n'est pas une mauvaise idée*": Donald Trump "*pense*" que les alliés des États-Unis présents en Iran "*devraient partir*" - BFMTV

- Exclusif : les Pays-Bas vont proposer de nouvelles sanctions contre l'Iran après la répression des manifestations - Euronews

- "*Une violence d'État*": la France convoque l'ambassadeur d'Iran pour dénoncer la répression des manifestations - BFMTV

- Face à la répression, Trump annonce des sanctions contre les partenaires de l'Iran - AFP

- Frappes symboliques, sanctions, négociations: ces options qui s'offrent à Donald Trump pour mettre l'Iran sous pression - BFMTV

- Iran : Trump menace tout pays commerçant avec Téhéran de droits de douane de 25 %, la Chine en tête de liste - 20minutes.fr

- Manifestation devant l'ambassade d'Iran à Londres, sur fond de troubles en Iran - euronews

- Manifestations en Iran: une coupure d'Internet imposée depuis plusieurs jours, le pouvoir la justifie en raison « *d'opérations terroristes* » - BFMTV 13 janvier 2026
- Menace d'intervention militaire en Iran : quelles options pour Donald Trump ? - France 24
- Répression des manifestations en Iran : la Maison Blanche réfléchit à "des options très fortes" - Euronews
- En Iran, les morgues se remplissent après les manifestations - France 24
- Iran : les hôpitaux et les morgues débordent après les manifestations meurtrières contre le régime - France 24
- Iran : les appels à la révolution réprimés dans le sang - France 24
- Reza Pahlavi, l'ancien prince héritier qui se rêve acteur-clé du changement en Iran - AFP
- Iran : Kaja Kallas disposée à proposer de nouvelles sanctions contre Téhéran - euronews
- Iran: «*Pour renverser un régime aussi puissant que la République islamique, il faut une alternative politique solide*» - RFI
- Révolte en Iran : comment la diaspora tente de contourner la coupure des communications - Le HuffPost
- 2 000 manifestants à Paris pour le retour de la dynastie Pahlavi en Iran - Euronews
- Une vidéo montrant des corps devant la morgue de Téhéran alerte sur la répression en Iran - Euronews
- Manifestations en Iran: le fils de l'ancien chah appelle les forces de sécurité à "rejoindre le peuple" - BFMTV
- Les États-Unis et Israël seraient des «*cibles légitimes*» de l'Iran - AP
- «*Des corps empilés*» : en Iran, ces témoignages font craindre une répression ultraviolette - Le HuffPost
- Manifestations en Iran : les images choquantes d'un lourd bilan humain - Paris Match
- Pourquoi cette révolte en Iran a plus de chances que les autres de faire tomber le régime - Le HuffPost
- Donald Trump affirme que des "*exécutions prévues aujourd'hui ont été annulées*" en Iran - BFMTV
- Donald Trump affirme que "*les tueries prennent fin*" en Iran - BFMTV
- "Aucune exécution n'est prévue": Donald Trump assure que "*les tueries prennent fin*" en Iran - BFMTV

- Manifestations en Iran : la guerre avec les États-Unis ou Israël est-elle vraiment imminente ? - Euronews
 - Iran : au moins 3 428 personnes tuées lors de la répression des manifestations, selon une ONG - euronews
 - Iran : des cyberattaques américaines pour soutenir les manifestations ? - France 24
 - Manifestations en Iran : Internet est coupé, la solution peut-elle venir du réseau Starlink d'Elon Musk ? - 20minutes.fr
 - Reza Pahlavi, le fils du dernier chah qui tente de s'imposer comme figure de ralliement en Iran - RFI
 - Ilia Hashemi : la situation des tueries en Iran est catastrophique ; les forces de sécurité traquent Starlink maison par maison - euronews
 - Iran : la répression meurtrière continue, "*les services funéraires sont débordés*" - France 24
 - Les vidéos des manifestations en Iran circulent avec le retour d'Internet - Euronews
 - Après les menaces de Donald Trump, l'Iran se dit capable de "*riposter*" à une éventuelle attaque américaine - BFMTV
 - Comment l'Iran a brouillé Starlink (et les internautes iraniens ont tenté de s'adapter) - Les Observateurs
 - Manifestations en Iran : Retour du chah, opposition morcelée... Si le régime tombe, un pays plongé dans l'inconnu - 20minutes.fr
 - Pourquoi cette révolte en Iran a plus de chances que les autres de faire tomber le régime - Le HuffPost
 - La France convoque à son tour l'ambassadeur d'Iran et promet : « *Nous ne nous arrêterons pas là* » - Le HuffPost
 - L'appel déchirant de l'impératrice Farah d'Iran : "*Chaque enfant dont le sang est versé ravive en moi la douleur*" - Point de Vue
 - À 30 ans, Reza Pahlavi annonçait dans Point de Vue : "*Je reviendrai*" - Point de Vue
- J-C - Impressionnant, quelle hystérie ! Personne ne doit passer à travers les mailles du filet, vous comprenez ? Qui complote, vous avez la réponse.
-

BlackRock business show à Davos 2026.

La 56e réunion annuelle du Forum économique mondial réunit les principaux dirigeants du gouvernement, des entreprises et de la société civile du 19 au 23 janvier 2026.

Sous le thème, « *Un esprit de dialogue* », Davos 2026 fournit une plate-forme impartiale pour connecter les dirigeants afin de relever les défis partagés et de stimuler les innovations définissant l'avenir.

Le gratin du capitalisme mondial et leurs marionnettes politiques, dont :

Mardi 20 janvier 2026 14:00–14:30 CET

Comment pouvons-nous coopérer dans un monde plus contesté ?

Discours spécial d'Emmanuel Macron, Président de la France

Intervenants: Emmanuel Macron, Larry Fink

Emmanuel Macron - Président de la France, Cabinet du Président de la République de France

Larry Fink - Président de BlackRock ; Président du Forum économique mondial.

Mais encore, et leurs pires larbins aux mains sales :

- Amnesty International
- Human Rights Watch
- Oxfam International
- WWF International
- Transparency International
- Conference of European Rabbis
- Union for Reform Judaism USA
- Walter Kim President National Association of Evangelicals
- Confédération syndicale internationale

En France, les principales confédérations syndicales affiliées à la Confédération syndicale internationale (CSI) sont la CFDT, la CGT, Force ouvrière (FO), la CFTC et la CFE-CGC.

<https://www.weforum.org/meetings/world-economic-forum-annual-meeting-2026/themes/how-can-we-cooperate-in-a-more-contested-world/>

Un processus irréversible.

Dédollarisation : pourquoi le monde cherche de plus en plus à se passer du dollar américain - Capital 14 janvier 2026

Le phénomène a pris de l'ampleur depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche.

Craint pour sa politique budgétaire et économique mondiale, après notamment l'annonce de ses surtaxes à de nombreux pays, Donald Trump a accentué la dédollarisation depuis l'arrestation du président vénézuélien Nicolás Maduro à Caracas le 3 janvier dernier. Mais la dédollarisation, c'est quoi ? Il s'agit d'une volonté de diminuer sa dépendance vis-à-vis du dollar, souligne RTL. Une dépendance mondiale depuis l'après-guerre puisque la monnaie américaine est devenue le pilier du système financier international.

Dans le commerce mondial, le dollar reste la monnaie dominante. C'est le cas dans le domaine de l'énergie (pétrole, gaz...), des matières premières et c'est aussi l'unité de compte de référence pour la dette internationale, rappellent nos confrères. Or, grâce à tous ces éléments, les Etats-Unis peuvent, par exemple, financer leurs déficits à faible coût. Ils peuvent également exercer leur influence sur les flux financiers dans le monde. Mais l'enlèvement de Nicolás Maduro a ravivé de nouvelles craintes.

La part du dollar dans les réserves mondiales a chuté

L'intérêt pour l'or a été ravivé très rapidement. Il faut dire que ce métal précieux est une valeur refuge. Fin décembre, son once a atteint les 4 420,30 dollars, un nouveau record. Début janvier, il a même grimpé à 4 431,05 dollars, soit une augmentation du cours de plus de 67% en un an. Or, cet attrait pour l'or participe à la dédollarisation. Car si ce mouvement est loin d'être nouveau, il s'accélère depuis quelques mois avec le recours notamment à d'autres devises, comme l'euro ou le yuan (chinois), mais également la signature d'accords en monnaies locales.

Par exemple, au Venezuela, le gouvernement avait déjà décidé il y a quelques années de fixer le prix de son pétrole en euro, en yuan ou en rouble. Mais c'est le cas également dans d'autres pays. Selon les chiffres du FMI cités par le Comptoir national de l'or, la part du dollar dans les réserves mondiales est passée de 71% en 1999 à moins de 59% en 2023. Et mi-2025, elle serait même tombée à 56,3%. C'est son plus bas niveau depuis 30 ans.

L'or profite largement de cette dédollarisation puisque selon le World Gold Council, les banques centrales ont acheté plus de 1 050 tonnes d'or en 2024, proche du record absolu de 2023. Ces achats proviennent notamment de Chine, de Turquie, d'Inde, d'Egypte ou d'Arabie saoudite. Avec les différentes sanctions prononcées ces derniers mois ou certaines décisions jugées unilatérales, Donald Trump prend le risque de s'enfermer. Si le dollar reste la monnaie la plus utilisée, sa domination est remise en cause. Et cela semble parti pour durer.

Lu.

J-C - Encore une belle saloperie d'article ou quand le "*génie humain*" devient une menace existentielle.

Démographie : démarrage officiel de l'autogénocide français (désormais incontestable)

Le terrible retard démographique de la France.

Si la France était proportionnellement aussi peuplée que le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie, elle compterait aujourd'hui, pour sa seule partie métropolitaine, non moins de 156, 129 et 107 millions d'habitants, respectivement.

Et si l'on devait étendre cette comparaison au Japon, à la verdoyante Corée du Sud – aux deux tiers recouverte de forêts – ou à la partie uniquement non désertique et habitable de l'Égypte (dont les 109 millions d'habitants se concentrent sur seulement 6% du territoire), la France métropolitaine abriterait respectivement 179, 280 et... 995 millions d'habitants !

Déjà lourdement affaiblie par les inepties malthusiennes, la France ne doit plus continuer à se laisser piéger par les prophètes de l'apocalypse et les théoriciens de la surpopulation humaine, auxquels l'Histoire a toujours fini par donner tort, faute d'avoir correctement apprécié le potentiel de la Terre et le génie humain.

J-C - C'est le genre de cinglés auxquels les médias dits sociaux offrent une tribune. Ils méritent de disparaître ! La France est déjà beaucoup trop peuplée.

Et puis, faire des gosses dans un monde aussi pourri, il faut être misanthrope au minimum.

Lu.

La Chine maintient sa position de premier partenaire commercial de l'Afrique depuis 16 années consécutives. Selon les données publiées par l'Administration générale des douanes de Chine (General Administration of Customs, GAC) en décembre 2025, le volume total des échanges entre la Chine et l'Afrique au cours des 11 premiers mois de 2025 a atteint 314 milliards de dollars, soit 17,8% de plus qu'au cours de la même période l'année dernière.

Ensemble, la Chine et l'Afrique représentent un tiers de la population mondiale.

France.

Totalitarisme. En famille. Les GAFAM dirigent la France.

Taxe GAFAM : comment la France a cédé aux pressions américaines - franceinfo.fr 16 janvier 2026

Tout commence fin octobre 2025, alors que le Parlement français examine en première lecture le projet de loi de finances pour 2026. Parmi les amendements débattus figure l'augmentation de la taxe sur les services numériques, instaurée en 2019 pour imposer les géants du secteur – Google (Alphabet), Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft – notamment sur leurs revenus publicitaires réalisés en France.

Plusieurs parlementaires de bords politiques différents, dont le député macroniste Jean-René Cazeneuve (Ensemble pour la République), proposent de faire passer la taxe sur les GAFAM de 3 à 15 %. L'objectif est clair : contraindre ces multinationales, structurellement sous-imposées, à contribuer davantage à l'impôt sur le territoire français.

Le 27 octobre 2025, le puissant Comité des voies et moyens de la Chambre des représentants – compétent en matière de commerce international et de droits de douane – publie un communiqué au ton martial : “*l'augmentation proposée par la France constituerait une attaque injustifiée contre les entreprises numériques américaines*”. Les élus américains menacent Paris de “*représailles agressives*”.

Dès le lendemain, le ministre de l'Économie et des Finances Roland Lescure monte à la tribune de l'Assemblée : “*Soyez prudents, je vous en conjure. Il faut être conscient que quand on rentre dans un match, on rentre dans un match. L'audace c'est bien, la tête dans le mur c'est moins bien*”, lance-t-il aux députés, évoquant explicitement le risque de sanctions commerciales américaines, notamment sur les vins et spiritueux. Dans l'hémicycle, les huées fusent : “*Vous avez peur*”, “*Le match, on l'a déjà perdu*”. “*Non, on ne l'a pas perdu*”, répond le ministre. Pourtant, le jour même, Jean-René Cazeneuve retire son amendement à 15 %, et se rabat sur un texte de compromis, qui prévoit une hausse de la taxe à 6 %. L'amendement est adopté. Preuve qu'une majorité existe.

Mais pour Washington, 6% de hausse, c'est encore trop. Le 25 novembre, les élus du Congrès américain, dans une lettre officielle que la cellule investigation s'est procurée(Nouvelle fenêtre), expriment leur “*vive inquiétude*” face aux “*actions récentes de la France*”, et appellent le président Donald Trump à réagir de manière “*ferme*” en activant l'arme fatale de la loi américaine sur le commerce, la fameuse “*section 301*” qui permet aux Etats-Unis de prendre des sanctions unilatérales contre d'autres pays en cas de différents commerciaux.

Pour le vote en deuxième lecture, le député Jean-René Cazeneuve assume de ne pas avoir redéposé son amendement, après discussion avec le gouvernement : “*J'aurais préféré qu'on augmente cette taxe, mais il y a un président américain capable de réactions imprévisibles et violentes. Si demain il y a des représailles américaines, qui en assumera la responsabilité ?*”

Pour le vote en deuxième lecture, le député Jean-René Cazeneuve assume de ne pas avoir redéposé son amendement, après discussion avec le gouvernement : “*J'aurais préféré qu'on augmente cette taxe, mais il y a un président américain capable de réactions imprévisibles et violentes. Si demain il y a des représailles américaines, qui en assumera la responsabilité ?*”

Les députés des autres groupes à l'origine d'amendements similaires expriment leur déception. Pour Aurélien Le Coq (LFI), le message est limpide : “*Une majorité existait pour taxer davantage des multinationales très profitables mais peu imposées en France. Le recours à des mesures de rétorsion contre des filières sans lien avec le numérique relève du chantage pur et simple, et rien ne justifie d'y céder.*” Même son de cloche chez le député Arnaud Bonnet (EELV) pour qui “*le gouvernement active des inquiétudes et des peurs au lieu de penser les accompagnements de décisions indispensables à notre souveraineté*”.

Etats-Unis.

Trump annonce que tout pays commerçant avec l'Iran sera frappé de droits de douane de 25% - french.almanar.com.lb 13 janvier 2026

Donald Trump, qui continue à envisager l'option militaire contre l'Iran, a annoncé lundi que tout pays commerçant avec Téhéran serait frappé de droits de douane de 25% par les Etats-Unis.

La Chine est le principal partenaire commercial de l'Iran.

« *Cette décision est définitive* » et « *prend effet immédiatement* », a dit le président américain sur son réseau Truth Social.

Iran, Russie, Somalie: les États-Unis gèlent les procédures de visas pour 75 pays - BFMTV/AFP 14 janvier 2026

Les États-Unis ont annoncé mercredi 14 janvier le gel de toutes les procédures de visas pour 75 pays, dans le cadre de la lutte contre l'immigration lancée par Donald Trump depuis son retour au pouvoir.

Selon la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt sur le site internet de la chaîne Fox News, la mesure s'applique aux visas d'immigration et concerne entre autres les demandes de ressortissants de Somalie, de Russie, d'Afghanistan, du Brésil, d'Iran, d'Irak, d'Egypte, du Nigeria, de Thaïlande et du Yémen.

Le département d'État a déclaré lundi avoir révoqué plus de 100.000 visas depuis le retour de Trump, un record en un an.

Le mois dernier, le ministère de la Sécurité intérieure a déclaré que l'administration Trump avait expulsé plus de 605.000 personnes et que 2,5 millions d'autres étaient parties de leur propre chef.

Cette dernière mesure n'affecte pas les visas de tourisme ou d'affaires, bien que l'administration Trump se soit engagée à vérifier l'historique des réseaux sociaux de tous les demandeurs.

Palestine occupée.

Malgré le cessez-le-feu, Israël continue les démolitions à Gaza - Courrier International 13 janvier 2026

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu avec le Hamas, Israël a démolri plus de 2 500 immeubles dans la bande de Gaza, a rapporté *The New York Times* le 12 janvier, s'appuyant sur l'analyse d'images satellite. L'État hébreu “affirme détruire des tunnels et des logements piégés”, relate le quotidien new-yorkais. Une justification contestée.

“*Beaucoup de Palestiniens accusent Israël de raser des quartiers entiers, sans égard pour leurs anciens habitants ou leurs propriétaires.*”

Selon le *New York Times*, “*dans l'est de la bande de Gaza, au sein des territoires sous contrôle israélien, les images satellitaires révèlent que des pâtés de maisons entiers ont été effacés depuis le cessez-le-feu, ainsi que de vastes étendues agricoles et des serres*”.

“La plupart des démolitions depuis le début du cessez-le-feu ont eu lieu dans [les] territoires sous contrôle israélien”, ceux où l’État hébreu a accepté de retirer ses troupes il y a trois mois, situés le long de la frontière et délimités par une ligne jaune. “Des dizaines d’immeubles ont toutefois été détruits au-delà de la ligne jaune, dans des territoires sous contrôle effectif du Hamas”, ajoute le New York Times, images satellitaires à l’appui.

La légitimité du génocide doit être totale ou ne doit souffrir aucune faille.

J-C - Il ne faut pas que les collégiens sachent que la Palestine est occupée depuis 1947 (ou bien avant par les Britanniques), et que les Palestiniens sont en situation de légitime défense. Tous rampent comme des cancrelats devant les sionistes nazis, à commencer par Macron évidemment.

7-Octobre: critiqué par Emmanuel Macron, un manuel parascolaire rappelé par Hachette - AFP 14 janvier 2026

Un manuel de révision parascolaire de l’éditeur Hachette a été rappelé après une polémique sur sa présentation des attaques du Hamas du 7 octobre 2023 en Israël et, plus particulièrement, l’usage des mots « *colons juifs* » (Oui, ce sont des colonisateurs et ils n’ont rien affaire en Palestine. - J-C)

Le président français Emmanuel Macron a dénoncé mercredi un manuel parascolaire "*intolérable*", qui "*falsifie les faits*" au sujet des "*attentats terroristes et antisémites du Hamas du 7 octobre*" 2023 en Israël, tandis que la maison d’édition Hachette a parallèlement reconnu un "*contenu erroné*" et rappelé les ouvrages concernés. (Un soulèvement populaire armé légitime contre l’occupant, voilà la vérité et non un "*attentat terroriste et antisémite du Hamas*" qui relève de la falsification idéologique de l’histoire. – J-C)

Le numéro un français de l'édition, passé sous le contrôle du milliardaire ultraconservateur Vincent Bolloré fin 2023, a précisé qu'une enquête interne avait été "*ouverte pour déterminer les raisons qui ont conduit à une telle erreur*".

La Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) avait alerté mardi soir sur ce manuel de révision du baccalauréat dans lequel il est écrit: "*En octobre 2023, à la suite de la mort de plus de 1.200 colons juifs lors d'une série d'attaques du Hamas, Israël décide de renforcer son blocus économique et d'envahir une grande partie de la Bande de Gaza, entraînant une crise humanitaire de grande ampleur dans la région*".

"Est-ce trop demander à un éditeur de renom que de prévenir ce genre de dérives confusionnistes et négationnistes?", avait ajouté sur X la Licra.

"Ce narratif constitue une falsification de l'Histoire et une forme inacceptable de légitimation du terrorisme du Hamas, que cet ouvrage omet précisément de qualifier d'organisation terroriste", a dénoncé Yonathan Arfi, le président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) dans un message sur X.

"Hachette Livre annonce ce jour, et avec effet immédiat, le rappel de trois ouvrages de révision parascolaire intitulés +Objectif Bac Terminal+ qui contiennent un contenu erroné sur les événements du 7 octobre. Hachette Livre comprend l'émotion suscitée et tient à présenter ses

"excuses quant à ce contenu erroné présent sur une page de ces ouvrages", a réagi mercredi la maison d'édition dans un communiqué.

"Je tiens personnellement à présenter mes excuses auprès de tous ceux qui ont pu se sentir blessés à juste titre", a ajouté son PDG, Arnaud Lagardère, cité par le communiqué. Il s'en est entretenu mercredi matin avec Yonathan Arfi.

Iran.

Par AFP - fr.timesofisrael.com 20 avril 2023

Réza Pahlavi, le fils du dernier chah d'Iran, a plaidé mercredi en Israël pour un soutien international « maximal » au combat du peuple iranien « pour la liberté » contre les autorités de la République islamique.

Sa visite très médiatisée en Israël, à l'invitation du gouvernement de Benyamin Netanyahu, marque un tournant. Il s'y affiche aux côtés de responsables israéliens de droite et d'extrême droite, se rend au Mur occidental et appelle publiquement à une normalisation future entre l'Iran et Israël après la chute du régime islamique.

« Je suis ici pour explorer la façon dont nous pouvons coopérer en vue d'aider le peuple iranien dans sa campagne pour la liberté », a déclaré M. Pahlavi lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv avec la ministre israélienne du Renseignement, Gila Gamliel, à l'occasion de sa première visite en Israël. fr.timesofisrael.com 20 avril 2023

Le visage inacceptable des manifestations en Iran - Nate Bear 13 janvier 2026

Il existe un visage acceptable de la protestation en Iran, au Venezuela et dans la myriade d'autres pays ciblés par les tentatives occidentales de changement de régime, et il existe un visage inacceptable.

En tant que consommateur de médias occidentaux, vous verrez toujours le visage acceptable.

Vous devriez savoir de quoi je parle, car nous avons été abreuves d'un flot continu de ce visage acceptable en provenance d'Iran ces derniers jours. Les personnes manifestant contre le gouvernement iranien, celles scandant des slogans antigouvernementaux, celles brûlant des photos des dirigeants iraniens.

Inversement, en tant que consommateur de médias occidentaux, vous ne verrez jamais le visage inacceptable.

Vous ne verrez jamais les manifestations pro-gouvernementales, les personnes scandant leur soutien à leur gouvernement et leur opposition à l'impérialisme, les personnes brûlant des photos des élites nationales exilées qui se prétendent les dirigeants légitimes du pays.

Vous ne verrez jamais les immenses marches dans les villes iraniennes défendant le gouvernement et la révolution.

Vous ne verrez jamais d'images de jeunes femmes brûlant des photos de Reza Pahlavi, le prince exilé et fils du Shah corrompu renversé par la révolution, qui se prétend le sauveur du pays.

Vous ne verrez jamais d'images de la jeune femme qualifiant Reza Pahlavi de « *chien que nous avons chassé d'Iran et qui ne doit jamais revenir* ».

Pour un esprit occidental, ces jeunes femmes iraniennes pourraient tout simplement ne pas exister.

Vous ne verrez jamais ces images car Pahlavi est l'homme de l'Occident, celui qui livrerait le pays à l'Occident et collaborerait avec Israël et les sionistes, comme son père l'a fait.

Les seuls jeunes Iraniens (et les femmes en particulier) que les médias occidentaux nous permettent de voir sont ceux qui s'intègrent parfaitement dans un récit impérialiste.

Vous ne verrez jamais ceux qui protestent contre la résurrection du spectacle grotesque de la monarchie.

Ces visages sont bannis des médias occidentaux.

Et la raison devrait être évidente. Montrer des Iraniens défendant leurs dirigeants actuels et s'opposant à un retour à la monarchie ne sert aucun objectif impérialiste.

Les images que nous voyons sont délibérément choisies pour nous préparer à la violence impérialiste et au changement de régime.

Lorsque les missiles commenceront à être lancés par des avions de chasse et des navires de guerre américains, il sera impératif de comprendre que les Iraniens le souhaitent.

Lorsque le dirigeant soutenu par l'Occident montera sur le trône (littéralement, comme ce serait le cas en Iran), il sera impératif de considérer cela comme une victoire pour le peuple.

On n'explique jamais de quel peuple il s'agit.

Il en va de même pour le Venezuela.

Nous n'avons pas vu la moindre image des vastes manifestations d'une semaine en défense de Maduro à travers le Venezuela sur nos écrans.

On ne saurait jamais que des millions de personnes en Iran, au Venezuela, à Cuba ou dans la myriade d'autres pays figurant sur la liste des pays ciblés par un changement de régime ne souhaitent pas la chute de leurs gouvernements.

On ne saurait jamais que des millions de personnes ne veulent pas de changement de régime, et surtout pas par une intervention occidentale, car elles possèdent une qualité rare, voire inexistante en Occident : une conscience révolutionnaire.

L'Iran et le Venezuela d'aujourd'hui sont tous deux le produit d'une révolution qui a chassé les élites dirigeantes corrompues alignées sur les dirigeants occidentaux néolibéraux.

La Révolution iranienne de la fin des années 70 et la Révolution bolivarienne des années 90 étaient des révoltes populaires qui ont rassemblé des couches sociales disparates.

Les gens savent ce qu'ils ont enduré pour les réaliser.

Ils savent qui est le véritable ennemi.

Ce contexte sera toujours totalement omis par les partisans du changement de régime au sein des médias et de la classe politique occidentaux.

De même que tout contexte impliquant l'Occident dans l'incitation aux troubles.

L'exemple le plus évident de cette situation, où les États-Unis et les pays occidentaux créent les conditions des troubles et du chaos, sont les sanctions punitives imposées aux pays non alignés du Sud.

Les sanctions américaines et occidentales contre le Venezuela, l'Iran et tous les pays ciblés par un changement de régime impérialiste ont eu un impact dévastateur sur la vie des gens ordinaires. Et cette dévastation est l'objectif, parfois même explicitement déclaré. En 2019, le secrétaire d'État de l'époque, Mike Pompeo, a déclaré sur CBS News : « *Nos sanctions aggravent considérablement la situation du peuple iranien et nous sommes convaincus que cela les incitera à se soulever contre le régime.* »

Les sanctions contre l'Iran ont provoqué de graves pénuries de médicaments, notamment de traitements contre le cancer, et ont rendu les produits de première nécessité de plus en plus chers pour les Iraniens ordinaires. Il en va de même pour le Venezuela, où, comme en Iran, les sanctions ont été délibérément conçues pour paralyser l'économie.

Chine.

La Chine a enregistré un excédent commercial record de 1 200 milliards de dollars en 2025 - Euronews 14 janvier 2026

L'excédent commercial de la Chine a atteint un niveau record de près de 1 200 milliards de dollars (1 031 milliards d'euros) l'année dernière, a annoncé Pékin mercredi, les exportations vers d'autres pays ayant compensé le ralentissement des expéditions vers les États-Unis au cours d'une année agitée pour le commerce mondial.

Les exportations chinoises ont augmenté de 5,5 % en 2025 pour atteindre 3,77 billions de dollars (3,6 billions d'euros), mais les importations sont restées stables à 2,58 billions de dollars (environ 2,49 billions d'euros), soit une augmentation sur l'ensemble de l'année d'environ 20 % par rapport à 2024 selon The Times of India .

Selon les données des douanes, l'excédent a été stimulé par des gains commerciaux en décembre, les exportations ayant augmenté de 6,6 % par rapport à l'année précédente

Les économistes s'attendent à ce que les exportations continuent à soutenir l'économie chinoise cette année, malgré les frictions commerciales et les tensions géopolitiques.

Depuis que le président américain Donald Trump est revenu à la Maison Blanche et a intensifié sa bataille commerciale avec la deuxième économie mondiale, les exportations de la Chine vers les États-Unis ont diminué de 11 % en 2025.

En revanche, les ventes vers d'autres marchés d'Amérique du Sud, d'Asie du Sud-Est, d'Afrique et d'Europe ont plus que compensé cette réduction.

Selon les analystes, la forte demande mondiale de puces électroniques et d'autres appareils, ainsi que de matériaux nécessaires à leur fabrication, a largement soutenu les exportations chinoises.

Dans le détail, les exportations de voitures ont bondi de 19,4 %, les livraisons de véhicules 100 % électriques enregistrant une hausse de près de 50 %, ce qui permet à la Chine de rester le premier exportateur automobile mondial pour la troisième année consécutive.

Mais de façon plus prosaïque, la faiblesse relative du yuan a aussi stimulé la compétitivité des exportations. Si la monnaie chinoise s'est légèrement appréciée face au dollar, elle a perdu plus de 7 % de sa valeur face à l'euro l'an dernier. Euronews et Courrier international 14 janvier 2026

Ukraine.

Echo.

- Poutine : Kiev et ses alliés ne sont pas prêts à une paix durable, contrairement à la Russie - RT 15 janv. 2026

- Trump accuse Zelensky de l'échec du règlement du conflit en Ukraine - RT 15 janv. 2026

Interrogé par Reuters sur les raisons pour lesquelles les efforts américains n'ont pas permis de régler le conflit en Ukraine, Donald Trump a répondu par deux mots : Volodymyr Zelensky. Il a ensuite affirmé que Vladimir Poutine serait prêt à conclure un accord, contrairement au dirigeant ukrainien.

Russie.

Moscou met en garde contre une nouvelle agression militaire en Iran et dénonce l'ingérence étrangère 13 janv. 202

La Russie condamne fermement toute ingérence étrangère dans les processus politiques internes de l'Iran, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, le 13 janvier. Elle a qualifié d'inacceptables les menaces de Washington de lancer de nouvelles frappes militaires sur le territoire iranien.

« *Ceux qui envisagent d'exploiter les troubles provoqués de l'étranger pour servir de prétexte à une réitération de l'agression commise contre l'Iran en juin 2025 doivent prendre la pleine mesure des conséquences désastreuses de ces actes pour la situation au Proche et au Moyen-Orient, ainsi que pour la sécurité internationale dans son ensemble. De même, nous rejetons fermement les tentatives éhontées de faire chanter les partenaires de l'Iran par la hausse des droits de douane* », a-t-elle souligné.

Selon la porte-parole de la diplomatie russe, les sanctions illégales imposées par l'Occident à l'Iran depuis de nombreuses années entravent le développement du pays, et les forces extérieures hostiles à l'Iran tentent d'utiliser les tensions sociales croissantes pour déstabiliser et détruire le pays en recourant à des méthodes de « *révolutions colorées* ».

Les manifestations pro-gouvernementales démontrent l'échec des plans visant à déstabiliser l'Iran

Néanmoins, l'évolution de la situation politique interne en Iran, ainsi que le recul des manifestations observé ces derniers jours, permettent d'espérer une stabilisation progressive de la situation, a souligné Zakharova. « *Les manifestations de milliers d'Iraniens en soutien à la souveraineté de la République islamique assurent l'échec des complots de ceux qui ne peuvent tolérer l'existence sur la scène internationale d'États capables de mener une politique étrangère indépendante et de choisir leurs amis par eux-mêmes* », a-t-elle ajouté.

La Russie et le Burkina Faso scellent un partenariat stratégique pour l'enseignement supérieur et la science - RT 13 janv. 2026

La Russie et le Burkina Faso renforcent leurs liens universitaires grâce à la signature d'un protocole d'accord dans les domaines de l'enseignement supérieur et des sciences. Le document a été signé le 12 janvier par la directrice exécutive du Centre de la diplomatie publique de la Russie, Natalia Krassovskaïa, et le ministre burkinabè de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Adjima Thiombiano.

Cet accord permettra aux deux pays de développer et de mettre en œuvre conjointement des programmes de mobilité académique pour les étudiants, les chercheurs et les enseignants. Le Centre de diplomatie publique a souligné que le mémorandum prévoit la coordination des efforts des deux parties pour développer des projets éducatifs russes au Burkina Faso, en particulier le retour de la langue russe comme matière scolaire dans les écoles du pays. L'une des étapes les plus importantes dans cette direction devrait être l'ouverture d'un département de langue russe à l'École Normale Supérieure (ENS) pour la formation des enseignants du secondaire.

Adjima Thiombiano a souligné la volonté de « *faire de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique un vecteur d'émancipation, de coopération et de souveraineté* ». Natalia Krassovskaïa a pour sa part indiqué que la convention, « *guidée par la responsabilité, l'égalité et le respect mutuel, va permettre de bâtir un pont solide dans le domaine de l'enseignement supérieur et des sciences* ».

Introduction d'une formation en ingénierie et d'un enseignement ciblé

Lors de la réunion, le Centre de diplomatie publique et le Consortium des universités russes ont également annoncé leur intention de développer la coopération avec les pays africains dans la mise en œuvre de programmes d'enseignement technique dans les écoles et les universités du Burkina Faso. Adjima Thiombiano a souligné l'importance capitale de cette initiative pour atteindre la

souveraineté technologique et renforcer l'économie nationale, et s'est déclaré prêt à apporter son soutien total aux initiatives du Centre de diplomatie publique.

En outre, les deux parties ont discuté des options permettant de garantir aux étudiants déjà inscrits aux cours du Centre de diplomatie publique et du Consortium un emploi auprès d'employeurs potentiels au Burkina Faso. Le communiqué a souligné que la formation ciblée, qui prévoit le versement de bourses supplémentaires et un emploi garanti, augmente considérablement la motivation des étudiants à étudier et permet d'ajuster le programme à la pratique, afin d'acquérir des compétences qui seront certainement recherchées à l'avenir.

Outre l'éducation, le partenariat entre la Russie et le Burkina Faso se reflète dans de nombreux domaines, dont celui de l'énergie. En novembre dernier, le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Karamoko Jean-Marie Traoré, a présenté l'accord de coopération signé avec la société d'État russe Rosatom, qui vise le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sur le territoire burkinabè.